

# SENAT DE BELGIQUE

# BELGISCHE SENAAT

SESSION DE 1981-1982

28 JANVIER 1982

**Projet de loi  
attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi**

AMENDEMENTS PROPOSES  
PAR M. LALLEMAND ET CONSORTS

ART. 2bis (nouveau)

Inscrire un article 2bis (nouveau), libellé comme suit :

§ 1<sup>e</sup>. Les pouvoirs accordés par la présente loi au Roi ne portent en aucun cas sur les législations qui ont trait aux principes fondamentaux définis aux articles 4 à 23 de la Constitution et d'une façon générale aux libertés publiques.

§ 2. Ne peuvent être modifiées par la présente loi les matières suivantes :

- 1<sup>e</sup> les lois d'expansion économique;
- 2<sup>e</sup> la politique de concurrence;
- 3<sup>e</sup> la législation en matière de loyers;
- 4<sup>e</sup> le droit des sociétés;
- 5<sup>e</sup> la législation en matière de faillites;
- 6<sup>e</sup> la représentation des organes consultatifs du secteur social et économique;

## R. A 12280

Voir :

Documents du Sénat :

51 (1981-1982) :

- N<sup>o</sup> 1 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.  
N<sup>o</sup> 2 : Rapport.  
N<sup>o</sup> 3 à 5 : Amendements.  
N<sup>o</sup> 6 : Proposition de résolution.  
N<sup>o</sup> 7 et 8 : Amendements.

ZITTING 1981-1982

28 JANUARI 1982

**Ontwerp van wet tot toekeuring van bepaalde bijzondere machten aan de Koning**

AMENDEMENTEN  
VAN DE HEER LALLEMAND c.s.

ART. 2bis (nieuw)

Een artikel 2bis (nieuw) in te voegen, luidende :

§ 1. De bij deze wet aan de Koning toegekende bevoegdheden kunnen in geen geval betrekking hebben op de wetten die verband houden met de bij de artikelen 4 tot 23 van de Grondwet bepaalde grondbeginselen en in het algemeen met de publieke vrijheden.

§ 2. Krachtens deze wet kunnen niet worden gewijzigd de volgende aangelegenheden :

- 1<sup>e</sup> de wetten op de economische expansie;
- 2<sup>e</sup> het concurrentiebeleid;
- 3<sup>e</sup> de huurwetgeving;
- 4<sup>e</sup> het vennootschapsrecht;
- 5<sup>e</sup> de wetgeving inzake faillissementen;
- 6<sup>e</sup> de vertegenwoordiging van de raadgevende organen in de sociale en economische sector;

## R. A 12280

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

51 (1981-1982) :

- N<sup>o</sup> 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van Volksvertegenwoordigers.  
N<sup>o</sup> 2 : Verslag.  
N<sup>o</sup> 3 tot 5 : Amendementen.  
N<sup>o</sup> 6 : Voorstel van resolutie.  
N<sup>o</sup> 7 en 8 : Amendementen.

- 7<sup>e</sup> la législation sur le bail à ferme;
- 8<sup>e</sup> la loi sur les petits héritages;
- 9<sup>e</sup> la démocratisation de l'économie;
- 10<sup>e</sup> la réforme approfondie de la fiscalité des personnes physiques, à l'exclusion des matières énumérées de façon limitative à l'article 2;
- 11<sup>e</sup> la législation organique concernant les communes, les provinces, les CPAS et les associations de communes à l'exclusion des dispositions relatives au contrôle financier et à la responsabilité financière, et de la disposition reprise à l'article 1<sup>r</sup>, 8<sup>e</sup>. »

**ART. 3**

1. Compléter le § 1<sup>r</sup> de cet article par le texte suivant :  
 « sans qu'il soit permis d'invoquer l'urgence pour s'y soustraire ».
2. Au même article, supprimer le § 2.

*Justification*

Les pouvoirs spéciaux étant exorbitants, le Conseil d'Etat doit pouvoir donner un avis à propos de chacun des projets d'arrêté, sans aucune exception.

En effet, la nécessité d'urgence est suffisamment rencontrée par le mécanisme même des pouvoirs spéciaux.

*Subsidiairement*

Compléter le § 2 par le texte suivant :

« Dans ce cas, l'urgence doit être dûment justifiée dans le rapport au Roi et cette justification sera publiée au *Moniteur belge* en même temps que l'arrêté royal. »

*Justification*

Le recours à l'urgence ne peut s'instaurer en règle générale et doit être justifié cas par cas.

3. Au § 1<sup>r</sup> du même article, ajouter un second alinéa, rédigé comme suit :

« Les arrêtés seront obligatoirement précédés d'un rapport au Roi qui sera publié en même temps que ceux-ci. »

*Justification*

Les arrêtés ayant une valeur identique à la loi, il faut connaître les intentions poursuivies, les circonstances qui motivent les arrêtés et les limites données à leur étendue. En l'absence de travaux parlementaires, le rapport au Roi est indispensable. Il est d'ailleurs de la pratique courante.

4. Au même § 1<sup>r</sup>, ajouter un troisième alinéa, libellé comme suit :

« Les avis du Conseil d'Etat seront publiés au *Moniteur belge* en même temps que les arrêtés. »

*Justification*

En raison même de la complexité des matières qu'ils règlent et de l'absence de textes préparatoires, les arrêtés de pouvoirs spéciaux

- 7<sup>e</sup> de wetgeving op de landpacht;
- 8<sup>e</sup> de wet op de kleine nalatenschappen;
- 9<sup>e</sup> de democratisering van het bedrijfsleven;
- 10<sup>e</sup> de grondige hervorming van de personenbelasting, met uitsluiting van de limitatieve opsomming in artikel 2;
- 11<sup>e</sup> de organieke wetten op de gemeenten, de provincies de OCMW's en de verenigingen van gemeenten, met uitsluiting van de bepalingen betreffende het financiële toezicht en de financiële verantwoordelijkheid en van de bepaling sub artikel 1, 8<sup>e</sup>. »

**ART. 3**

1. Aan § 1 van dit artikel toe te voegen de woorden :  
 « zonder dat de hoogdringendheid kan worden ingeroepen om zich daaraan te onttrekken ».
2. Paragraaf 2 van hetzelfde artikel te doen vervallen.

*Verantwoording*

Aangezien de bijzondere machten buitensporige machten zijn moet de Raad van State een advies kunnen uitbrengen over alle ontwerpen van besluit zonder uitzondering.

Aan de urgentie wordt immers voldoende tegemoetgekomen door het mechanisme zelf van de bijzondere machten.

*Subsidiair*

Dezelfde § 2 aan te vullen als volgt :

« In dit geval moet de urgentie behoorlijk worden gemotiveerd in het verslag aan de Koning en zal deze motivering in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt terzelfder tijd als het koninklijk besluit. »

*Verantwoording*

Het beroep op de urgentie mag geen algemene regel worden en moet geval per geval gemotiveerd worden.

3. Aan § 1 van hetzelfde artikel een tweede lid toe te voegen, luidende :

« De besluiten moeten worden voorafgegaan door een verslag aan de Koning dat terzelfder tijd als de besluiten bekendgemaakt wordt. »

*Verantwoording*

Aangezien de besluiten dezelfde waarde hebben als een wet, is het noodzakelijk de nagestreefde doeleinden, de omstandigheden die de besluiten rechtvaardigen en de grenzen van hun werking te kennen. Bij gebrek aan parlementaire werkzaamheden is het verslag aan de Koning onontbeerlijk en trouwens algemeen gebruikelijk.

4. Aan dezelfde paragraaf 1 een derde lid toe te voegen, luidende :

« De adviezen van de Raad van State zullen terzelfder tijd als de besluiten worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. »

*Verantwoording*

Gelet op de ingewikkelde matières die door de op grond van de bijzondere machten genomen besluiten geregeld worden en het ont-

soulèvent généralement des difficultés d'interprétation. La publication des avis du Conseil d'Etat constitue une garantie essentielle de l'application correcte de ces arrêtés.

5. Compléter le même article par un § 2bis, libellé comme suit :

« § 2bis. Les §§ 2 et suivants de l'article 32 de la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980 s'appliquent aux projets d'arrêtés royaux et aux arrêtés royaux pris en vertu de la présente loi. »

#### *Justification*

Lors de la discussion en Commission, le Ministre de la Justice a fait la mise au point suivante : « Sur suggestion du Conseil d'Etat, le Gouvernement a accepté qu'à l'article 3, § 1er, les projets d'arrêté soient assimilés aux projets de loi pour ce qui concerne la consultation du Conseil d'Etat mais sans que soit pour autant changée la nature exécutive des arrêtés de pouvoirs spéciaux.

Il répète que l'article 32, § 1er (de la loi du 9 août 1980) n'est pas applicable aux arrêtés royaux de pouvoirs spéciaux puisqu'il ne vise que les projets de loi au sens formel. Le § 2 s'applique selon la nature des arrêtés de pouvoirs spéciaux. Ces arrêtés sont des actes de l'exécutif qui sans être une loi sont cependant davantage qu'un simple arrêté royal. Pour le Ministre, si le problème se pose, le Gouvernement consultera le Conseil d'Etat pour savoir, à ce moment, si le § 2 est applicable. » (Voir rapport 51-2, pp. 209-210.)

Il n'est pas douteux que tous les arrêtés royaux et projets d'arrêtés royaux pris en vertu de la présente loi sont soumis aux prescriptions de l'article 32, §§ 2 et suivants, de la loi de réformes institutionnelles du 9 août 1980.

En outre, il est inacceptable que le Gouvernement veuille faire voter le présent projet de loi alors qu'il prétend ne pas être en mesure de déterminer la nature juridique des arrêtés royaux pris en vertu de la loi de pouvoirs spéciaux.

Il est inadmissible que le Sénat adopte le texte qui lui est proposé sans avoir réglé — fût-ce par un avis du Conseil d'Etat — l'application de l'article 32, §§ 2 et suivants, de la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980 touchant les relations entre les communautés, les régions et l'Etat.

6. Remplacer le § 3 du même article par le texte suivant :

« § 3. Les arrêtés visés aux articles 1er et 2 seront communiqués avec le rapport au Roi et l'avis du Conseil d'Etat quinze jours au moins avant la publication, aux membres de la Chambre des Représentants et du Sénat. »

#### *Subsidiairement*

Au § 3 de cet article, ajouter après les mots « aux présidents de la Chambre et du Sénat », les mots « du Conseil de la Communauté française, du Conseil régional wallon et du Conseil flamand ».

#### *Justification*

Il n'y a pas lieu d'effectuer une discrimination entre les présidents de la Chambre et du Sénat qui recevraient les arrêtés avant leur publication au *Moniteur belge* et d'autre part les présidents des

breken van voorbereidende teksten, rijzen vaak interpretatiemoeilijkheden. De bekendmaking van de adviezen van de Raad van State vormen een essentiële waarborg van de correcte toepassing van die besluiten.

5. Hetzelfde artikel aan te vullen met een § 2bis, luidende :

« § 2bis. De §§ 2 v.v. van artikel 32 van de gewone wet tot hervorming der instellingen van 9 augustus 1980 zijn van overeenkomstige toepassing op de ontwerpen van koninklijk besluit en op de koninklijke besluiten genomen krachtens deze wet. »

#### *Verantwoording*

Tijdens de besprekking in Commissie heeft de Minister van Justitie nader verklaard dat de Regering op voorstel van de Raad van State heeft aangenomen dat de ontwerp-besluiten van artikel 3, § 1, worden gelijkgesteld met wetsontwerpen wat de raadpleging van de Raad van State aangaat, maar zonder dat het uitvoerend karakter van de bijzondere-machtigingsbesluiten wordt gewijzigd.

Hij herhaalt dat artikel 32, § 1 (van de wet van 9 augustus 1980) niet van toepassing is op de koninklijke besluiten ter uitvoering van de machtigingswet, omdat het alleen betrekking heeft op de wetsontwerpen in formele zin. Paragraaf 2 wordt toegepast overeenkomstig de aard van de bijzondere-machtigingsbesluiten. Deze besluiten zijn handelingen van de uitvoerende macht die hoewel ze geen wet zijn toch meer zijn dan een eenvoudig koninklijk besluit. Op het ogenblik dat dit probleem rijst, aldus de Minister, zal de Regering de Raad van State raadplegen over de vraag of § 2 van toepassing is. (Zie verslag 51-2, blz. 209-210.)

Het lijdt geen twijfel dat alle koninklijke besluiten en ontwerpen van koninklijk besluit, genomen krachtens deze wet, onderworpen zijn aan de bepalingen van artikel 32, §§ 2 v.v., van de wet tot hervorming der instellingen van 9 augustus 1980.

Bovendien is het onaanvaardbaar dat de Regering dit ontwerp van wet wil doen aannemen, terwijl zij beweert niet in staat te zijn het rechtskarakter te bepalen van de koninklijke besluiten genomen krachtens de bijzondere-machtigingswet.

Het is onduldbaar dat de Senaat de hem voorgelegde tekst goedkeurt zonder vooraf — al was het maar door een advies van de Raad van State — de toepassing te hebben geregeld van artikel 32, §§ 2 v.v., van de gewone wet tot hervorming der instellingen van 9 augustus 1980, dat verband houdt met de betrekkingen tussen de gemeenschappen, de gewesten en de Staat.

6. Dezelfde § 3 te vervangen als volgt :

« § 3. De in de artikelen 1 en 2 bedoelde besluiten worden, met het verslag aan de Koning en het advies van de Raad van State, ten minste vijftien dagen voor de bekendmaking medegedeeld aan de leden van Kamer en Senaat. »

#### *Subsidiair*

In § 3 van dit artikel na de woorden « de voorzitters van Kamer en Senaat » in te voegen de woorden « van de Franse Gemeenschapsraad, van de Waalse Gewestraad en van de Vlaamse Raad ».

#### *Verantwoording*

Er mag geen onderscheid worden gemaakt tussen enerzijds de voorzitters van Kamer en Senaat, die de besluiten zouden ontvangen voordat ze in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt en

Conseils régionaux et communautaires qui n'auraient connaissance de ces arrêtés que par la voie du *Moniteur belge*.

Il convient de remarquer que les avis motivés du Conseil d'Etat feront référence aux compétences attribuées aux cinq Assemblées.

#### ART. 4

##### 1. Remplacer le § 1<sup>er</sup> de cet article par le texte suivant :

« § 1<sup>er</sup>. Les pouvoirs accordés au Roi par l'article 1<sup>er</sup> expirent le 30 juin 1982 et ceux qui sont accordés par l'article 2 et l'article 3, § 4, expirent le 31 mars 1982. »

##### *Justification*

Ou bien il y a urgence et un délai de 2 mois pour les mesures fiscales et de 5 mois pour les mesures économico-sociales sont plus que suffisants, ou bien il n'y a pas urgence et alors, la loi ne se justifie pas.

De cette manière, n'importe quelle loi peut raisonnablement être votée dans un délai aussi long et il n'est pas nécessaire de recourir aux pouvoirs spéciaux.

##### 2. Compléter le § 3 du même article par le texte suivant :

« le Roi conservant le droit d'abroger, de compléter, de modifier ou de remplacer les dispositions qui concernent les matières qui relèvent de sa compétence ».

##### *Justification*

Cette formulation préconisée par le Conseil d'Etat [Doc. Ch. 28 (1981-1982) — n° 31, p. 5] permet de respecter les principes généraux de notre droit sans entretenir aucune ambiguïté.

Certaines matières qui, selon le projet de loi, relèveraient des pouvoirs spéciaux peuvent déjà être actuellement réglées par arrêté royal. Il faut dès lors remarquer que, pour ces matières, le recours aux pouvoirs spéciaux ne se justifie pas.

A l'expiration des pouvoirs spéciaux, le Roi doit pouvoir modifier la réglementation des matières qui relèvent de sa compétence sans qu'une loi soit nécessaire comme pourrait le faire penser, à tort, le libellé incomplet du § 3.

##### 3. Supprimer le § 4 du même article.

##### *Justification*

Dans la pratique, la rétroactivité permet tous les excès et crée l'insécurité juridique.

Cette règle de non-rétroactivité qui est énoncée à l'article 2 du Code civil est selon Wigny (*Droit constitutionnel*, p. 127, Bruxelles 1952) « de bon sens », car elle se rattache à l'idée que les citoyens ne peuvent tenir compte que des règles existantes et non des règles qui existeront dans l'avenir.

En outre, la loi « est nécessairement faite pour ordonner ce qui doit être, par conséquent pour régir l'avenir. La loi étant un ordre donné aux citoyens, il serait souverainement inique de faire pâtrir ceux-ci d'avoir obéi aux lois qui existaient lorsqu'ils ont agi ou de ne pas s'être conformés à celles qui n'existaient pas encore ». (*Répertoire pratique du Droit belge*, tome IX, p. 750.)

anderzijds de voorzitters van de Gewest- en Gemeenschapsraden, die van de besluiten eerst kennis zouden krijgen bij het verschijnen van het *Belgisch Staatsblad*.

Er moet worden opgemerkt dat de beredeneerde adviezen van de Raad van State zullen verwijzen naar de bevoegdheden die aan de Assemblées zijn toegekend.

#### ART. 4

##### 1. Paragraaf 1 van dit artikel te vervangen als volgt :

« § 1. De machten aan de Koning verleend bij artikel 1, verstrijken op 30 juni 1982 en die verleend bij artikel 2 en 3, § 4, verstrijken op 31 maart 1982. »

##### *Verantwoording*

Ofwel is dringende spoed vereist en dan is een termijn van 2 maanden voor de fiscale aangelegenheden en van 5 maanden voor de economische en sociale aangelegenheden voldoende, ofwel is er geen dringende spoed en dan is de wet niet verantwoord.

Hoe dan ook, binnen een lange termijn als deze kan redelijkerwijs om het even welke wet worden aangenomen zodat het niet nodig is een beroep te doen op de bijzondere machten.

##### 2. Paragraaf 3 van dit artikel aan te vullen als volgt :

« met dien verstande dat de Koning het recht blijft behouden om de bepalingen die betrekking hebben op zaken die tot zijn bevoegdheid behoren, op te heffen, aan te vullen, te wijzigen of te vervangen ».

##### *Verantwoording*

Deze formulering voorgesteld door de Raad van State [Gedr. St. Kamer 28 (1981-1982) — nr. 31, blz. 5], maakt het mogelijk de algemene beginselen van ons recht ondubbelzinnig in acht te nemen.

Sommige materies die volgens het ontwerp van wet onder de bijzondere machten vallen, kunnen thans reeds bij koninklijk besluit worden geregeld. Daarom moet erop worden gewezen dat voor die aangelegenheden geen bijzondere machten nodig zijn.

Na het verstrijken van de bijzondere machten moet de Koning de regeling van de aangelegenheden die tot zijn bevoegdheid behoren, kunnen wijzigen zonder dat daartoe een wet noodzakelijk is, zoals de onvolledige bewoordingen van § 3 ten onrechte zouden kunnen doen geloven.

##### 3. Paragraaf 4 van hetzelfde artikel te doen vervallen.

##### *Verantwoording*

In de praktijk maakt terugwerkende kracht alle overdrijvingen mogelijk en schept zij rechtsonzekerheid.

Deze regel van niet-terugwerking, vervat in artikel 2 van het Burgerlijk Wetboek, genoot volgens de heer Wigny van gezond verstand (*Droit constitutionnel*, blz. 127, Brussel 1952) want de idee ligt eraan ten grondslag dat de burgers slechts rekening kunnen houden met bestaande regels en niet met regels die later worden uitgevaardigd.

Bovendien stelt het *Répertoire pratique du Droit belge*, deel IX, blz. 750, dat de wet noodzakelijkerwijs gemaakt is om te gelasten wat moet geschieden, zij is dus afgestemd op de toekomst. Daar de wet een bevel is dat aan de burgers wordt gegeven, zou het hoogst onbillijk zijn hen te treffen omdat ze gehoorzaam hebben aan wetten die bestonden toen zij handelden, en zich niet gevoegd hebben naar nog onbestaande wetten.

4. Au même article, ajouter un § 5 libellé comme suit :

« § 5. Les arrêtés pris en exécution de l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, et les arrêtés pris en vertu de l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, entreront en vigueur à la même date et seront promulgués simultanément. »

*Justification*

Le Gouvernement affirme que des efforts équivalents devraient exister pour toutes les catégories sociales : il importe que cette volonté se traduise dans les faits.

5. Au même article, ajouter un § 6, libellé comme suit :

« § 6. Les arrêtés seront publiés au *Moniteur belge* au plus tard dans les 10 jours de leur signature. Tout arrêté pris avant le 31 décembre 1982 mais publié après le 10 janvier 1983 est nul et non avenu. »

*Justification*

Les arrêtés royaux devraient être connus et publiés le plus tôt possible. Il ne peut y avoir des arrêtés dont on tiendrait en suspens la publication.

**ART. 6**

A l'article 6, remplacer les mots « l'article 2 » par les mots « les articles 1<sup>er</sup>, 2 et 3, § 4 ».

*Justification*

Aux termes de la déclaration gouvernementale, « le nouveau Gouvernement entrera en fonction au moment le plus difficile des trente dernières années ».

Il importe, particulièrement dans des moments difficiles, que les représentants de la Nation n'abandonnent pas purement et simplement l'exercice des compétences qui en principe leur reviennent.

*Subsidiairem*

Compléter le même article par la disposition suivante :

« Les arrêtés qui portent des sanctions pénales prévues à l'article 3, § 4, sont abrogés au 1<sup>er</sup> janvier 1983 s'ils n'ont pas été confirmés par la loi avant cette date. »

*Justification*

L'introduction de sanctions pénales par pouvoirs spéciaux est en contradiction avec nos principes démocratiques fondamentaux. Il faut, au minimum, prévoir une ratification rapide de pareilles mesures par les Chambres législatives.

**ART. 7**

1. Remplacer cet article par le texte suivant :

« Il sera fait rapport aux Chambres régulièrement et au moins tous les trois mois sur les mesures prises en application de la présente loi. »

*Justification*

Le Gouvernement doit informer régulièrement le Parlement de l'avancement de l'état des mesures prises et de leurs effets sur l'emploi, l'activité économique et les finances publiques.

4. Aan hetzelfde artikel een § 5 toe te voegen, luidende :

« § 5. De besluiten genomen ter uitvoering van artikel 1, 1<sup>o</sup>, en de besluiten genomen krachtens artikel 1, 2<sup>o</sup>, treden in werking op dezelfde dag en worden tegelijkertijd afgekondigd. »

*Verantwoording*

De Regering verklaart dat gelijkwaardige inspanningen moeten worden geleverd door alle sociale categorieën; dit streven moet in de feiten tot uiting komen.

5. Aan hetzelfde artikel een § 6 toe te voegen, luidende :

§ 6. De besluiten worden in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt uiterlijk 10 dagen na hun ondertekening. Een besluit genomen voor 31 december 1982 maar bekendgemaakt na 10 januari 1983 wordt als niet bestaande beschouwd. »

*Verantwoording*

De koninklijke besluiten moeten zo spoedig mogelijk voor het publiek bekend zijn. Er mogen geen besluiten zijn waarvan de bekendmaking wordt uitgesteld.

**ART. 6**

In dit artikel de woorden « artikel 2 » te vervangen door de woorden « de artikelen 1, 2 en 3, § 4 ».

*Verantwoording*

Volgens de regeringsverklaring komt de nieuwe Regering op het moeilijkste tijdstip van de laatste dertig jaar aan het bewind.

Het komt er vooral in moeilijke tijden op aan dat de vertegenwoordigers van de Nation de uitoefening van de bevoegdheden die hun in beginsel toekomen, niet zonder meer verzaken.

*Subsidiair*

Hetzelfde artikel aan te vullen als volgt :

« De besluiten die de in artikel 3, § 4, bedoelde strafsancties bevatten, zijn op 1 januari 1983 opgeheven indien ze vóór die datum niet bij wet zijn bevestigd. »

*Verantwoording*

De invoering van strafsancties bij wege van bijzondere machten is in strijd met onze fundamentele democratische beginselen. Er moet op zijn minst worden bepaald dat die maatregelen spoedig zullen worden bekrachtigd door de Wetgevende Kamers.

**ART. 7**

1. Dit artikel te vervangen als volgt :

« Over de ter uitvoering van deze wet genomen maatregelen wordt geregeld en ten minste om de drie maanden verslag uitgebracht bij de Kamers. »

*Verantwoording*

De Regering moet het Parlement geregeld inlichten over de stand van de genomen maatregelen en hun invloed op de tewerkstelling, de economische activiteit en de openbare financiën.

## 2. Au même article ajouter un alinéa, libellé comme suit :

« Les résultats des contrôles effectués en vertu de l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>e</sup>, seront communiqués aux Chambres tous les six mois. »

*Justification*

Il faut un contrôle, le Gouvernement en convient, mais un contrôle est sans effet si les résultats ne sont pas connus : ils doivent donc être communiqués par le Gouvernement.

Pour être efficaces et utiles, les résultats des contrôles devraient être établis par région et par secteur.

R. LALLEMAND.  
R. BASECQ.  
G. PAQUE.  
Y. de WASSEIGE.

## 2. Hetzelfde artikel aan te vullen met een lid, luidende :

« De resultaten van de controle, uitgevoerd krachtens artikel 1, 1<sup>e</sup>, worden om de zes maanden medegedeeld aan de Kamers. »

*Verantwoording*

Er moet controle zijn; de Regering is het daarmee eens. Maar controle heeft geen gevolg indien de resultaten niet bekend zijn : de Regering moet ze dus mededelen.

Ten einde doelmatig en nuttig te zijn, zouden de resultaten van de controle moeten worden bekendgemaakt per gewest en per sector.